

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

### **SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE Procédure N° 220012**

---

**Acquisition de véhicules et prestations associées pour  
les usages du GHT des Hôpitaux de Provence**

---

**Date et heure limite du SAD:**

**22/03/2032**

**Date et heure limite des candidatures du SAD:**

**23/03/2022 à 14 H00**

**Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux de Provence  
Procédure portée par l'APHM  
80 RUE BROCHIER  
13354 MARSEILLE CEDEX 5**

## SOMMAIRE

Préambule .....	3
1 - Contexte .....	3
2 - Dispositions générales du Système d'Acquisition Dynamique .....	3
2.1 - Objet du contrat .....	3
2.2 - Mode de passation .....	3
2.3 - Déroulement d'une procédure SAD .....	4
2.4 - Catégories et montants du SAD .....	4
2.5 - Nomenclature .....	5
2.6 - Forme juridique du groupement .....	5
2.7 - Durée du SAD .....	6
2.8 - Date et heure limite de réception des plis .....	6
3 - Contenu du dossier de consultation .....	6
4 - Présentation des candidatures .....	6
4.1 - Documents à produire .....	6
4.2 - Echantillons .....	7
5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	7
5.1 - Présentation et indexation des fichiers transmis .....	8
5.2 - Transmission électronique .....	8
5.3 - Candidature initiale .....	8
5.4 - Candidature pendant le durée du SAD .....	9
6 - Examen des candidatures au SAD .....	9
6.1 - Sélection des candidatures .....	9
6.2 - Passation des marchés spécifiques .....	9
7 - Renseignements complémentaires .....	10
8 - Procédures de recours .....	10

## Préambule

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, le CHPA-CHIAP, le CH de Salon de Provence, le CH d'Arles, les Hôpitaux de Camargue, le CH de Martigues, le CH d'Aubagne, le CH de La Ciotat, le CH d'Allauch, le Centre de Gériatrie Départemental (CGD)<sup>13</sup>, le CHS Edouard Toulouse, le CHS Montperrin, le CHS de Valvert et le HIA Laveran se sont constitués en groupement Hospitalier de Territoire.

Ce Groupement initialement dénommé **GHT Bouches du Rhône** par la convention constitutive du 30 juin 2016 a été renommé **Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône**.

L'établissement support de ce GHT est l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille.

En tant qu'établissement support, et selon la réglementation en vigueur (Article L.6132-3 du Code de la Santé Publique), **l'AP-HM, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, agit pour le compte des établissements partie au groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

A ce titre, il assure la passation des marchés et de leurs avenants ainsi que leur éventuelle résiliation pour tout ou partie des membres du **groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône »** conformément aux dispositions du code de la commande publique.

L'exécution et le suivi des marchés relèvent des établissements partie au **groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

## 1 - Contexte

La crise sanitaire a provoqué l'instabilité du secteur automobile via différentes ruptures d'approvisionnement de matières premières et de composants électroniques provoquant ainsi l'allongement des délais de livraison. De plus, face aux nouveaux enjeux réglementaires en matière de transition énergétique, le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) des Hôpitaux de Provence souhaite se doter d'une flotte de véhicule à faible émission de CO2 dont l'offre est encore trop restreinte auprès des centrales d'achat nationales. Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) des Hôpitaux de Provence a fait le choix pour répondre à ses besoins ponctuels et spécifiques de lancer une procédure de Système d'Acquisition Dynamique (SAD) d'acquisition de véhicules et prestations associées.

## 2 - Dispositions générales du Système d'Acquisition Dynamique

### 2.1 - Objet du contrat

**Ce système d'acquisition dynamique a pour objet l'acquisition de véhicules et prestations associées pour les usages du GHT.**

Lieux d'exécution : Etablissements du GHT (Voir annexe 2 du CCAP)

### 2.2 - Mode de passation

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est un dispositif électronique qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques, pour des achats d'usage courant selon les dispositions de l'article R2162-38 du code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique respecte les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51.

A l'issu du SAD, des marchés spécifiques seront lancés.

### 2.3 - Déroulement d'une procédure SAD

- L'avis de publicité et le dossier de consultation des entreprises (DCE) sont consultables durant toute la durée du système
- L'annexe 1 du CCAP précise les catégories d'achats envisagés et les quantités ou montants estimatifs.
- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures (conformément à l'article R2162-43 du code de la commande publique)
- Tout opérateur économique peut demander à intégrer le SAD tout au long de sa durée
- Lorsque un établissement partie lance un marché spécifique sur une catégorie donnée, il invite tous les candidats admis à cette catégorie à répondre. Le délai de réception des offres est fixé par l'établissement partie, ce délai est au moins égal à 10 jours, toutefois, un délai plus court peut être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés.
- La durée de validité du système annoncée initialement peut être modifiée par l'AP-HM pour les établissements parties, les opérateurs en sont informés par la publication d'un avis modificatif.

### 2.4 - Catégories et montants du SAD

Le présent système d'acquisition dynamique consiste en l'acquisition de véhicules neufs et d'occasion et prestations associées pour les usages des établissements du GHT. Le système d'acquisition dynamique est divisé en catégories ci-dessous définies :

Catégories	Désignation	Volume achat annuel estimatif
1	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires neufs	220 000,00 €
2	Véhicules jusqu'à 3.5 T neufs	100 000,00 €
3	Véhicules spéciaux neufs	80 000,00 €
4	Véhicules d'urgence neufs	115 000,00 €
5	Poids lourds neufs	200 000,00 €
6	Remorques et semi-remorque neufs	50 000,00 €
7	Deux roues et quadricycle à moteur neufs	2 000,00 €
8	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires d'occasion	30 000,00 €
9	Véhicules jusqu'à 3.5 T d'occasion	34 000,00 €
10	Véhicules spéciaux d'occasion	34 000,00 €
11	Poids lourds d'occasion	50 000,00 €

Catégories	Désignation	Volume achat annuel estimatif
1	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires neufs	900 000,00 €
2	Véhicules jusqu'à 3.5 T neufs	400 000,00 €
3	Véhicules spéciaux neufs	300 000,00 €
4	Véhicules d'urgence neufs	800 000,00 €
5	Poids lourds	400 000,00 €

6	Remorques et semi-remorque neufs	150 000,00 €
7	Deux roues et quadricycle à moteur neufs	4 000,00 €
8	Véhicules particuliers et véhicules légers utilitaires d'occasion	500 000,00 €
9	Véhicules jusqu'à 3.5 T d'occasion	250 000,00 €
10	Véhicules spéciaux d'occasion	200 000,00 €
11	Poids lourds d'occasion	300 000,00 €

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories. Les montants peuvent évoluer les années suivantes en fonction des besoins des établissements parties.

## 2.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2
34100000-8	Véhicules à moteur		
34144700-5	Véhicules utilitaires		
34140000-0	Poids lourds		
34420000-7	Scooters et cycles à moteur auxiliaire		
34114122-0	Véhicules de transport de patients		
34144900-7	Véhicules électriques		
34115200-8	Véhicules à moteur pour le transport de moins de dix personnes		
34130000-7	Véhicules à moteur servant au transport de marchandises		
34117000-0	Véhicules de transport d'occasion.		
50100000-6	Services de réparation et d'entretien de véhicules et d'équipements associés et services connexes		
50110000-9	Services de réparation et d'entretien de véhicules à moteur et d'équipements connexes		

## 2.6 - Forme juridique du groupement

L'établissement support attire l'attention des candidats sur un dépôt de candidature unique au SAD pour l'acquisition et les prestations associées. (voir article 8-5 du CCAP).

**Les établissements parties attirent l'attention des futurs candidats sur l'exécution des prestations associés : contrat d'entretien, extension de garantie, location de batterie, document d'immatriculation du véhicule. Si le candidat doit déléguer les prestations à un tiers, il devra au titre de la candidature répondre soit en groupement, soit indiquer son intention de sous-traiter la prestation afin que la personne publique, puisse juger de ses moyens pour répondre aux marchés spécifiques.**  
**En cas de sous-traitance, le candidat aura la possibilité de déclarer son sous-traitant au niveau du marché spécifique. (Voir article 4.1 du présent RC)**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement au candidat du SAD. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour tous les membres.

## 2.7 - Durée du SAD

Le SAD est ouvert pour une durée de 10 ans. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de la date de sa publication.

## 2.8 - Date et heure limite de réception des plis

Leur candidature sur le présent SAD devra donc être reçue **le mardi 23 mars 2022, 14 heures au plus tard.**

Le système d'acquisition dynamique est ouvert aux nouvelles candidatures pendant toute sa période de validité (cf page de garde du présent RC).

## 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
  - ANNEXE 1: Nommage des documents
  - ANNEXE 2: Attestation sur l'honneur
  - ANNEXE 3: Fiche fournisseur
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - ANNEXE 1: Liste des catégories
  - ANNEXE 2: Liste des membres GHT

L'acte d'engagement et les autres pièces seront demandés dans le cadre des marchés spécifiques.

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi de DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 4 - Présentation des candidatures

Les dossiers de candidatures des candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimées en EURO.

Si les dossiers de candidatures sont rédigés dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Renseignements concernant sa capacité à assurer les prestations associées (contrat d'entretien, extension de garantie, location des batteries, immatriculation du véhicule) :

Libellés	Signature
Liste de ses capacités à assurer les prestations associées : nombre de personnels, nombre d'ateliers, horaire d'ouverture, etc... ou Liste des sous-traitants, co-traitants qui effectueront pour le compte du candidat les prestations associées et leurs capacités (nombre de personnels, nombre d'ateliers, horaire d'ouverture, etc...)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

**Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Aucune pièce de l'offre ne sera demandée au titre de la candidature.

## **4.2 - Echantillons**

Aucun échantillon ne sera demandé au titre de la candidature.

## **5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, la remise des candidatures par voie dématérialisée est obligatoire. Celle-ci devra être effectuée dans les conditions présentées ci-dessous.

Tout autre mode de transmission est interdit.

## **5.1 - Présentation et indexation des fichiers transmis**

Afin de faciliter l'analyse des dossiers transmis, le candidat s'engage à respecter le modèle de présentation et d'indexation du DCE. (Format Excel pour un fichier transmis au format Excel...cf annexe1 du présent RC)

## **5.2 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : [marches-publics.gouv.fr](http://marches-publics.gouv.fr)

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de la consultation. En cas de soumission à plusieurs catégories, il est possible pour le candidat de remettre un exemplaire des documents de sa candidature pour l'ensemble des catégories.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : Voir Annexe 1 du RC

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme PLACE (<http://marches-publics.gouv.fr>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

## **5.3 - Candidature initiale**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.



## 5.4 - Candidature pendant le durée du SAD

Suivant l'article R2162-43 du code de la commande publique, tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant sa durée de validité.

Une candidature doit être obligatoirement déposée au moins 10 jours avant l'envoi de l'invitation à concourir à un marché spécifique.

## 6 - Examen des candidatures au SAD

### 6.1 - Sélection des candidatures

L'acheteur offre, pendant toute la durée de validité du système, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation. Le délai d'examen de la candidature est porté à 10 jours.

L'acheteur pourra interroger le candidat pour obtenir des précisions ou des documents manquants. Ils pourront être demandés dans un délai de deux jours ouvrables. Le retard dans la réponse prolongera d'autant le délai d'examen de la candidature dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

**L'AP-HM notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.**

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact via la plateforme.

A tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande

### 6.2 - Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés directement par les établissements parties, en fonction de la survenance du besoin, pendant toute la durée du SAD. Dans certains cas, l'AP-HM se réserve la possibilité de passer le marché spécifique pour un ou plusieurs établissements parties.

Un marché spécifique devra être lancé dans les 10 jours suivants la mise à jour de la liste des candidats admis dans le SAD par l'un des établissements parties. Le marché spécifique ne devra pas être lancé après les 10 jours de cette mise à jour sous peine de ne pas respecter les principes qui gouvernent le SAD et de ne pas respecter les principes de libre accès à la commande publique et d'égalité de traitement.

Les établissements du GHT s'engagent à passer les marchés spécifiques dans le respect des termes du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique.

Tous les candidats admis dans le SAD, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner à un ou plusieurs marchés spécifiques. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : ils pourront être interrogés pour en connaître le motif.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

## 7 - Renseignements complémentaires

**Candidature initiale** : pour tout renseignement complémentaire concernant le SAD, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'AP-HM dont l'adresse URL est la suivante : <http://marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

**Candidature en cours de SAD** : voir article 5.4 du présent RC

## 8 - Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Marseille  
22 à 24 rue Breteuil  
13281 MARSEILLE CEDEX 06  
Tél : 04 91 13 48 13  
Télécopie : 04 91 81 13 89  
Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :  
Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges  
Préfecture de la Région PACA  
Place Felix Baret  
CS 80001  
13282 MARSEILLE CEDEX 06  
Tél : 04 91 15 50 50  
Télécopie : 04 91 54 42 90